

COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
DE BETHUNE-BRUAY, ARTOIS LYS ROMANE

-ooOoo---

Le mardi 16 décembre 2025, à 19 H 00, le Conseil Communautaire s'est réuni, en l'Hôtel Communautaire de Béthune, sous la Présidence de Monsieur GACQUERRE Olivier, Président de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane en suite d'une convocation en date du 10 décembre 2025, dont un exemplaire a été affiché à l'Hôtel Communautaire.

ETAIENT PRESENTS :

GACQUERRE Olivier, LECONTE Maurice, LAVERSIN Corinne, LEMOINE Jacky, SCAILLIEREZ Philippe, THELLIER David, DEROUBAIX Hervé, SOUILLIART Virginie, DE CARRION Alain (jusqu'à la question n°13), PÉDRINI Lélio, COCQ Bertrand, DEBUSNE Emmanuelle, DEPAEUW Didier, DRUMEZ Philippe, DUBY Sophie, DUCROCQ Alain, DUHAMEL Marie-Claude, DUPONT Jean-Michel, HENNEBELLE Dominique, GIBSON Pierre-Emmanuel, LECLERCQ Odile, LEFEBVRE Nadine, MACKE Jean-Marie, MANNESSIEZ Danielle, MARIINI Laetitia, MULLET Rosemonde, MEYFROIDT Sylvie, SELIN Pierre, OGIEZ Gérard, ALLEMAN Joëlle, ANTKOWIAK Corinne, BARRÉ Bertrand, BAUVAIS-TASSEZ Sylvie (jusqu'à la question n° 29), BECUWE Pierre, BERTIER Jacky, BERTOUX Maryse, BEVE Jean-Pierre, BLOCH Karine, BLONDEL Marcel, BOMMART Emilie, BOULART Annie, CANLERS Guy, CLAREBOUT Marie-Paule, CORDONNIER Francis, CRETEL Didier, DECOURCELLE Catherine, DELBECQUE Benoît, DELEPINE Michèle, DELETRE Bernard, DEMULIER Jérôme, DERIQUEBOURG Daniel, DESQUIRET Christophe, DESSE Jean-Michel, DEWALLE Daniel, DISSAUX Thierry, DOMART Sylvie, DOUVRY Jean-Marie, DUMONT Gérard, ELAZOUZI Hakim, FLAJOLLET Christophe, FOUCault Gregory, GAROT Line, GLUSZAK Franck, HENNEBELLE André, HEUGUE Éric, IMBERT Jacqueline, JURCZYK Jean-François, LECOCQ Bernadette, LECOMTE Maurice, LEFEBVRE Daniel, LELEU Bertrand, LEVENT Isabelle (à partir de la question n° 3), LOISEAU Ginette, MATTON Claudette, NEVEU Jean, PAJOT Ludovic, PERRIN Patrick, CARON David, PREVOST Denis, PRUVOST Jean-Pierre, ROUSSEL Bruno, SAINT-ANDRÉ Stéphane (jusqu'à la question n° 31), SANSEN Jean-Pierre, SGARD Alain, SWITALSKI Jacques, TOMMASI Céline, TOURBIER Laurie, VERWAERDE Patrick, VIVIEN Michel (à partir de la question n° 3), VIVIER Ewa, VOISEUX Dominique, WILLEMAND Isabelle

PROCURATIONS :

BOSSART Steve donne procuration à DUBY Sophie, GAQUÈRE Raymond donne procuration à DEPAEUW Didier, DELELIS Bernard donne procuration à SCAILLIEREZ Philippe, DAGBERT Julien donne procuration à DUMONT Gérard, IDZIAK Ludovic donne procuration à SOUILLIART Virginie, CHRETIEN Bruno donne procuration à THELLIER David, DELANNOY Alain donne procuration à LECONTE Maurice, DELECOURT Dominique donne procuration à DUPONT Jean-Michel, BARROIS Alain donne procuration à LECOCQ Bernadette, BERROYER Lysiane donne procuration à PRUVOST Jean-Pierre, BERROYEZ Béatrice donne procuration à GACQUERRE Olivier, DEBAECKER Olivier donne procuration à DUHAMEL Marie-Claude, DELPLANQUE Émeline donne procuration à DEWALLE Daniel, DERUELLE Karine donne procuration à LEMOINE Jacky, FACON Dorothée donne procuration à LAVERSIN Corinne, FIGENWALD Arnaud donne procuration à LEFEBVRE Nadine, FRAPPE Thierry donne procuration à BOMMART Émilie, FURGEROT Jean-Marc donne procuration à DUCROCQ Alain, LEVEUGLE Emmanuelle donne procuration à SANSEN Jean-Pierre, MALBRANQUE Gérard donne procuration à MACKE Jean-Marie, PRUD'HOMME Sandrine donne procuration à PAJOT Ludovic, VERDOUCQ Gaëtan donne procuration à SWITALSKI Jacques

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

BRAEM Christel, CARINCOTTE Annie-Claude, CARRE Nicolas, CASTELL Jean-François, CHOQUET Maxime, CLAIRET Dany, COCQ Marcel, DASSONVAL Michel, DELANNOY Marie-Josephe, DELHAYE Nicole, DELPLACE Jean-François, DERLIQUE Martine, FLAHAUT Jacques, FLAHAUT Karine, FONTAINE Joëlle, HANNEBICQ Franck, HERBAUT Emmanuel, HOCQ René, HOLVOET Marie-Pierre, HOUYEZ Chloé, LEGRAND Jean-Michel, LOISON Jasmine, MARCELLAK Serge, MARGEZ Maryse, MASSART Yvon, MERLIN Régine, OPIGEZ Dorothée, PICQUE Arnaud, POHIER Jean-Marie, PRUVOST Marcel, QUESTE Dominique, ROBIQUET Tanguy, RUS Ludivine, TAILLY Gilles, TOURTOY Patrick, TRACHE Bruno, WALLET Frédéric

Monsieur DUPONT Jean-Michel est élu Secrétaire,

La séance est ouverte,

Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane,

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
16 décembre 2025

SPORT

**ACTIONS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DU SPORT DE HAUT NIVEAU
AMATEUR ET DU SPORT EVENEMENT – VERSEMENT DE SUBVENTIONS
AU TITRE DE LA SAISON 2025/2026**

Monsieur le Président expose à l'Assemblée les éléments suivants :

« Vu le Projet de Territoire, approuvé par délibération n°2022/CC136 du Conseil Communautaire du 06 décembre 2022 :

Priorité n°3 : Garantir le « bien-vivre ensemble » et la proximité sur l'ensemble du territoire.

Enjeu : Développer le sport pour tous et permettre le “bien-être”

Par délibération n°2023/CC168 du 17 octobre 2023, le Conseil communautaire a approuvé les critères d'éligibilité au versement des subventions en matière d'actions en faveur du développement du « sport de haut niveau amateur », du « sport évènement » et du « sport handicap », sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane.

Une aide forfaitaire a notamment été créée pour les clubs « ELITE AGGLO » en substitution des aides précédemment accordées aux clubs évoluant aux trois premiers niveaux nationaux de leur discipline.

Le montant total attribué s'élève à 240 000 € tel que détaillé dans les tableaux ci-annexés.

Suite à l'avis favorable de la Commission « Cohésion Sociale » du 03 décembre 2025, il est proposé à l'Assemblée d'attribuer les subventions, reprises dans les tableaux ci-annexés, au titre de la saison sportive 2025/2026 et d'autoriser le Président, le Vice-président délégué ou le Conseiller délégué à signer les conventions d'objectifs correspondantes. »

Monsieur le Président demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer,

Sur proposition de son Président,
Le Conseil communautaire,
A la majorité absolue,

APPROUVE le versement des subventions, reprises dans les tableaux ci-annexés, au titre de la saison sportive 2025/2026.

AUTORISE le Président, le Vice-président délégué ou le Conseiller délégué à signer les conventions d'objectifs précisant les modalités de versement de ces subventions et toutes les pièces s'y rapportant.

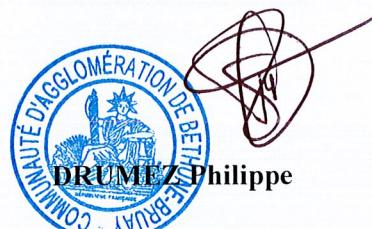
INFORME que cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents,

Pour extrait conforme,
Par délégation du Président,
Le Conseiller délégué,

Certifié exécutoire par le Président
Compte tenu de la réception en
Sous-préfecture le : **23 DEC. 2025**

Et de la publication le : **23 DEC. 2025**
Par délégation du Président,
Le Conseiller délégué,



LABEL CLUB « ELITE AGGLO » - SAISON 2025-2026

ANNEXE

A/ CLUBS SPORTIFS COLLECTIFS

DISCIPLINE	CLUB	NIVEAU	2025/2026
FUTSAL	FC BETHUNE	D2	20 000 €
HANDBALL	SBBL	N2	20 000 €
HOCKEY SUR GAZON	BETHUNE HOCKEY CLUB	N3	10 000 €
BASKETBALL	ETOILE SPORTIVE ISBERGUES	N3	10 000 €
TOTAL (1)			60 000 €

B/ CLUBS SPORTIFS INDIVIDUELS

DISCIPLINE	CLUB	NIVEAU	2025/2026
ATHLETISME	ARTOIS ATHLETISME	N2	15 000 €
BADMINTON	BC BETHUNE	N2	15 000 €
CYCLISME	USOBL CYCLISME	N1	20 000 €
ESCRIME	USOBL	N2	15 000 €
GYMNASTIQUE	LA JEUNESSE BETHUNOISE	N2	15 000 €
JUDO	ACAMA	N2	15 000 €
	JC VERMELLES	N3	5 000 €
LUTTE	CERCLE CALONNOIS DE LUTTE HERCULE	N2	15 000 €
	AS MOLINGHEM	N3	5 000 €
NATATION	STADE BETHUNOIS PELICAN CLUB	N1	20 000 €
PETANQUE ET JEU PROVENCAL	L'ENTENTE BURBURAINE	N1	20 000 €
	CAUCHY PETANQUE CLUB	N3	5 000 €
TENNIS DE TABLE	ASTT BETHUNE BEUVRY	N2	15 000 €
TOTAL (2)			180 000 €

TOTAL (1+2) = 240 000 €

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE BETHUNE-BRUAY, ARTOIS LYS
ROMANE ET « ELITE AGGLO »**

Entre

La Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane représentée par son Président Olivier GACQUERRE, dont le siège est situé au : 100 avenue de Londres – C.S 40548 - 62411 BETHUNE Cedex, agissant en vertu de la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2025.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

D'une part

Et,

L'association dénommée «.....», association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé :, représentée par son président

Ci-après désignée sous le terme « l'association »

D'autre part,

N° de déclaration en préfecture :

N° SIRET :

N° d'agrément Jeunesse et Sport :

Préambule

La Communauté d'Agglomération, dans le cadre de la promotion du sport sur le territoire, a approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 les montants du dispositif d'aide au sport de haut niveau amateur en prévoyant l'attribution de subventions « Elite agglo » aux clubs évoluant aux trois premiers niveaux nationaux de leur discipline, dans le but d'accompagner au plus haut niveau les clubs existants sur son territoire.

Considérant,

Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques qui prévoit l'établissement d'une convention entre les parties définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Considérant,

Le projet associatif, initié et conçu par l'association, conforme à son objet statutaire.

- Le soutien financier aux clubs « Elite-Agglo » s'inscrit dans la logique suivante :
 1. Contribuer au fonctionnement de l'équipe élite qui par ses activités compétitives promeut l'image du territoire de la Communauté d'Agglomération au niveau régional et national.
Dans ces conditions, les associations doivent concevoir et engager des actions permettant de promotionner l'image de la Communauté d'Agglomération.
 2. Favoriser le développement de la pratique sportive par l'exemple véhiculé par l'équipe d'élite et son staff technique. Dans ce cas, il s'agit pour les athlètes et les encadrants de l'équipe élite de conduire des actions permettant de :
 - Sensibiliser les publics :
 - Aux bienfaits du sport dans une dimension d'hygiène et de santé.
 - A la lutte contre les incivilités.
 - A la lutte contre les inégalités d'accès à la pratique sportive sociales, territoriales, culturelles ou liées à la condition physique.
 - Animer le territoire par les activités sportives.
 - Participer à la formation des jeunes athlètes pour qu'ils puissent s'inscrire dans une démarche d'accessibilité au sport élite.

Considérant,

Que le projet associatif et le projet sportif de l'association participent à la mise en œuvre de cette politique.

Article 1^{er} – Objet de la convention

La présente convention, au titre de l'année 2026 (saison sportive 2025/2026), a pour objet de soutenir le fonctionnement de l'équipe « Elite-Agglo » de l'association dans le cadre de l'appui aux pratiques sportives élites locales. Elle n'a pas pour objet de venir en soutien du fonctionnement de l'ensemble de l'association.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, le programme d'action mentionné en annexe de la présente convention et qui en fait partie intégrante.

Cette annexe détaille le budget prévisionnel global des actions ainsi que les moyens affectés à leur réalisation. Les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des autres collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres.

Elle s'engage également à remplir les objectifs de la politique contractuelle décrits dans l'article 2 de la présente convention.

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution et au suivi de ces actions et ces objectifs.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement à la réalisation de ces actions et ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement que cela requiert.

Article 2 – Objectifs de la politique contractuelle

L'association par son équipe « Elite-Agglo » et son équipe technique s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour développer une politique sportive prenant en compte les objectifs suivants et faisant l'objet de fiches actions (en annexe) :

Il est rappelé que les actions à mener par l'association devront être au nombre de 4.

L'aide spécifique sera accordée selon le barème suivant :

Clubs sportifs collectifs

Nationale 1 ou équivalent : aide de **35 000 €**

Nationale 2 ou équivalent : aide de **20 000 €**

Nationale 3 ou équivalent : aide de **10 000 €**

Clubs sportifs individuels

Nationale 1 ou équivalent : aide de **20 000 €**

Nationale 2 ou équivalent : aide de **15 000 €**

Nationale 3 ou équivalent : aide de **5 000 €**

En cas de cumul, seul le meilleur niveau sera retenu.

A titre d'exemple les actions déployées par les clubs pourront couvrir les axes suivants :

- **Lutte contre les inégalités, lutte contre les incivilités, sport et santé (exemples)**
 - Développer des actions à destination des jeunes du territoire de la Communauté d'Agglomération éloignés de la pratique sportive.
 - Tenir compte des difficultés sociales de certains habitants de la Communauté d'Agglomération en leur réservant des tarifs préférentiels voire des entrées gratuites lors de manifestations.
 - Proposer l'organisation de manifestations à dimension sociale (Participation aux animations municipales, actions dans les quartiers, actions d'insertion par le sport, participation à des actions humanitaires ...) sur le territoire de la Communauté d'Agglomération.
 - Organiser des animations à dimension sport et santé.
 - Sensibiliser à la fonction arbitrale.
- **L'animation du territoire (exemples)**
 - Initier les enfants des écoles primaires à sa discipline sportive dans le cadre de tournois scolaires organisés par des joueuses, joueurs de l'équipe élite ou des cadres diplômés de l'équipe élite.
 - Développer l'animation au sein de l'association et des autres associations pratiquant la même discipline au sein de la Communauté d'Agglomération.
 - Collaborer avec les autres clubs pour la formation des jeunes (écoles de clubs, stages ...).
 - Proposer l'organisation de manifestations sportives (tournois, matches amicaux ...) sur les communes de la Communauté d'Agglomération.
- **La formation (exemples)**
 - Favoriser la formation continue des sportifs (ves) de l'équipe élite afin de faciliter leur reconversion en fin de carrière sportive.
 - Former les jeunes athlètes pour qu'ils puissent s'inscrire dans une pratique de haut niveau.
- **La promotion du territoire de la Communauté d'Agglomération (Obligatoire)**
 - La communication avec le logo de la Communauté d'Agglomération sur les supports (affiches, flyers, panneaux), sur les maillots (emplacement + taille), survêtements, courriers administratifs, ...

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa notification.

L'engagement financier de la Communauté d'Agglomération ne saurait être revu à la hausse tous les ans. Il est nécessaire que le club adapte une stratégie budgétaire de contrôle des dépenses telles que la maîtrise des engagements de la dépense, la gestion de trésorerie, la recherche de financements autres que ceux de la Communauté d'Agglomération (institutionnels, sponsors, produits dérivés, droits d'entrée ...).

Article 4 – Obligations de l'association

L'association s'engage à :

a) Aspects comptables

- Adopter un cadre budgétaire et comptable au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels **avant le 31 décembre**.
- Recourir aux services d'un expert-comptable quel que soit le montant de la subvention.
- Pour les associations percevant plus de 153 000 € de subventions publiques annuellement, obligation de faire certifier les comptes par un commissaire aux comptes, lequel ne pourra en aucun cas exercer, pour le compte de l'association, les fonctions d'expert-comptable.
- Pour les associations percevant plus de 153 000 € de subventions publiques annuellement, obligation de publier les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes sur <http://www.journal-officiel.gouv.fr/>
- Etablir un compte rendu financier détaillé de l'activité liée au fonctionnement de l'équipe élite considérée.
- Présenter un document explicite permettant d'analyser les éventuelles clefs de répartition comptables entre le club et l'équipe élite (dans le cas des clubs n'ayant qu'une entité base+élite).
- Faire certifier les bilans de l'exercice comptable N-1 (équipe première et association) ainsi que les budgets prévisionnels (équipe première et association) par les signatures de l'expert-comptable, du président du club et du commissaire aux comptes le cas échéant (+153 000€ de subvention publique).

b) Autres obligations

- L'association communiquera sans délai à la Communauté d'Agglomération une copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association (liste des administrateurs, ... et pour les clubs subventionnés pour la première fois : la déclaration en préfecture et l'insertion au JO).
- L'association s'engage à effectuer un bilan annuel de ses activités qu'elle adressera à la Communauté d'Agglomération au plus tard le 30 juin. Il sera conforme aux dispositions des annexes décrivant les actions et les modalités d'évaluation.
- **L'association s'engage à mener 4 actions (fiches actions) ; une activité communication obligatoire et 3 activités selon les axes proposés dans l'article 2.**
- L'exercice des actions mentionnées à l'article 1 se déroule sous la responsabilité exclusive de l'association. Elle s'engage par ailleurs à contracter une assurance en responsabilité civile couvrant tous dommages qui pourraient résulter de ses activités ou de celles de ses adhérents.
- L'Association s'engage à respecter la législation du travail en vigueur (Code du travail, Convention collective Nationale du Sport, ...). La Communauté d'Agglomération se verra remettre sur simple demande les copies des contrats de travail des joueurs et/ou des cadres techniques. Les contrats conclus avec les agents de joueurs pourront également être sollicités.
- L'Association s'engage à déclarer aux organismes sociaux et fiscaux l'ensemble des montants ouvrant à cotisation ou prélèvement.
- L'Association remettra annuellement pour les dirigeants, cadres techniques (bénévoles et salariés), joueurs un tableau de synthèse présentant les éléments suivants : nom, fonction, montant de la rémunération brute, montant des avantages en nature, montant des indemnités, montant des remboursements sur frais engagés.
- L'Association s'engage à confier l'encadrement des activités faisant l'objet de la présente convention à des personnes dont les qualifications sont conformes aux dispositions légales, et plus particulièrement avec l'article L.212 du Code du Sport.

- Dans le cas où les cadres techniques (entraîneurs, coach, moniteurs, encadrant, enseignants, ...) sont rémunérés (à titre permanent, ponctuel ou exceptionnel), ils possèdent un titre ou une qualification reconnue par l'État et sont détenteurs d'une carte professionnelle en cours de validité.
- L'Association sera présente lors des vœux avec l'équipe première.
- L'association s'engage à inviter le Président et l'élu en charge du Sport lors de l'Assemblée Générale.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'Association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Communauté d'Agglomération sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour rappel :

En conformité avec l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte financier à produire lorsque la subvention est affectée à une opération déterminée :

Une fois l'opération pour laquelle la subvention a été attribuée est parvenue à son terme, le bénéficiaire adressera à la Communauté d'Agglomération :

- Le budget définitif signé par le Président de l'association (budget du club et budget de l'équipe élite subventionnée, dans le cas des clubs n'ayant qu'une entité base + élite).
- Le compte rendu financier constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée.
- Le tableau des charges et des produits est issu du compte de résultat de l'organisme. Il fait apparaître les écarts éventuels, exprimés en euros et en pourcentage, constatés entre le budget prévisionnel de l'action et les réalisations.

Le compte rendu financier est accompagné de 2 annexes :

- La première annexe comprend un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation.
- La seconde annexe comprend une information qualitative décrivant notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif :

Cette loi prévoit que les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions publiques dont le montant est supérieur à 50 000 €, doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Article 5 – Obligations de la Communauté d'Agglomération

Décret n°2006-887 du 17 juillet 2006 relatif à la publication par voie électronique des subventions versées aux associations :

Ce décret oblige les personnes morales de droit public à publier sur un site d'information relié au réseau internet la liste de leurs concours aux associations, qu'il s'agisse de subventions ou d'avantages en nature.

Ces informations sont disponibles dès maintenant sur le portail de la Communauté d'Agglomération.

Article 6 – Montant de la subvention et condition de paiement

Le montant de la subvention annuelle octroyée à l'association est fixé après examen des documents fournis par l'association lors du dépôt de la demande de subvention (dossier de demande de subvention et ses pièces annexes).

Ce montant est forfaitaire et impose des actions et objectifs définis à l'article 1 de la présente convention. Il ne peut engager la Communauté d'Agglomération pour les années à venir.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2025 la Communauté d'Agglomération a décidé d'octroyer une subvention de €.

La subvention sera versée en 2 fois maximum.

Les modalités de versements seront définies, chaque année, pour chaque association, en fonction de son niveau pour l'année N et N-1 (montée, descente ou intégration).

Un premier acompte correspondant à 50 % du montant de la subvention accordée, soit € est versé à la signature de la présente convention.

Le versement du solde de la subvention interviendra sur présentation des fiches actions.

La subvention sera créditez au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

Le(s) versement(s) seront effectués à :

Code établissement :
Code guichet :
Numéro de compte :
Clé RIB :

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération.

Le comptable assignataire est Madame La Trésorière Principale de Béthune.

Article 7 – Contrôle de la Communauté d'Agglomération

Afin de procéder à un suivi de la bonne exécution de la présente convention, l'association s'engage à faciliter, à tout moment et pour l'ensemble de ses activités ou de ses sections, le contrôle par la Communauté d'Agglomération ; de la réalisation de l'objectif de la présente convention, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses ou tout autre document dont la production serait jugée utile, dans la limite du respect des règles de confidentialité des données personnelles de ses membres (registre des salariés, bulletins de salaires, conventions, inventaires, documents bancaires, stocks ...).

L'association s'engage à mettre en œuvre les conditions nécessaires pour remplir les indicateurs d'évaluation des actions décrites dans l'article 1. Ces indicateurs sont définis pour chaque action (en annexe).

De plus, l'association devra fournir dans un délai de six mois suivant la réalisation des objectifs de la présente convention, les documents suivants :

- Le rapport d'activité de l'association, voté lors de l'assemblée générale, signé par les membres du bureau.
- Un rapport d'activité spécifique à l'équipe élite de l'association et aux actions figurant en annexe, signé par le président de l'association.
- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale signé par les membres du bureau.

Le contrôle des conditions de réalisation de l'objectif permet une évaluation :

- De la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.
- De l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

Article 8 – Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Communauté d'Agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'association, la Communauté d'Agglomération peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le versement de tout ou parties des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 9 – Avenants

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Communauté d'Agglomération et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ces modifications ne peuvent toucher l'essence de l'article premier de la présente convention.

Article 10 – Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra céder les droits à qui que ce soit. De plus, il est rappelé qu'il est interdit de reverser tout ou partie de la subvention à un tiers quelconque, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret-loi du 2 mai 1938.

Article 11 – Résiliation de la convention

La présente convention sera résiliée de plein-droit, sans préavis ni indemnités, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

De plus, en cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles, et restée infructueuse.

La résiliation dans les conditions précitées implique la restitution immédiate des subventions versées par la Communauté d'Agglomération et non utilisées, dans le respect des dispositions de ses statuts.

Article 12 – Règlement des litiges

La Communauté d'Agglomération et l'association s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour résoudre les litiges nés de l'application de la présente convention par le biais d'une conciliation.

En cas de litige non résolu à l'amiable, celui-ci sera porté devant le tribunal administratif compétent.

Fait à Béthune, le
En 2 exemplaires originaux.

Pour la Communauté d'Agglomération

**Par délégation du Président,
Le Conseiller délégué**

Pour l'association

Le Président,

Philippe DRUMEZ

(Faire précéder la signature par « lu et approuvé »)